

Etude transfrontalière sur l'Arc jurassien

La MOT a mené en 2013 une étude de grande ampleur visant à définir les enjeux prioritaires de développement de l'Arc jurassien franco-suisse. Ce territoire transfrontalier comprend la Région de Franche-Comté et les Cantons suisses de Berne, du Jura, de Neuchâtel et de Vaud. Portée par la Préfecture de Franche-Comté et arcjurassien.ch*, la démarche a comporté une importante dimension prospective, partant de la réalisation d'un diagnostic territorial transfrontalier pour aboutir, le 19 décembre 2013 à Villers-le-Lac, à la présentation devant les élus et acteurs du territoire, d'une stratégie transfrontalière de développement de l'Arc jurassien.

Cette stratégie propose des orientations transfrontalières en matière de développement économique, de mobilité des personnes (transports publics), d'aménagement, de gestion environnementale et de services publics. Elle développe également une vision de la coopération transfrontalière prenant en compte l'articulation des différentes échelles territoriales (d'une coopération transfrontalière urbaine ou environnementale très locale à une vision régionale d'ensemble, en passant par une coopération entre les réseaux de villes ou entre échelle départementale française et cantonale suisse). [...] [La suite de l'article en page 2.](#)

**Association qui regroupe les quatre Cantons.*



Candidature transfrontalière au patrimoine mondial de l'UNESCO

La candidature au patrimoine mondial de l'humanité de l'UNESCO de l'espace transfrontalier franco-italien "Marittime-Mercantour" a été officialisée le 18 novembre 2013, à Breil-sur-Roya.

Les six partenaires français et italiens ont porté ensemble cette candidature commune qui intègre aux côtés du Parc national du Mercantour, le Parco Alpi-Marittime, le Parco Alpi Liguri, le Parco du Marguareis, la Provincia Imperia et l'aire protégée Jardin Botanique Hanbury.

200 000 hectares pourraient ainsi être sanctuarisés par ce label mondial qui permettra de "favoriser encore la protection de l'écosystème transfrontalier". L'UNESCO délibérera dans les deux prochaines années.

Le projet fait partie des très rares candidatures transfrontalières et sera porté notamment par la structure de gestion conjointe du parc naturel européen, créée le 23 mai 2013 sous la forme d'un Groupement européen de coopération territoriale.

A noter que la MOT a apporté une assistance technique à la mise en place opérationnelle de ce GECT regroupant le Parc national du Mercantour et le Parco naturale Alpi Marittime. Outre la candidature transfrontalière à l'UNESCO, ce premier GECT entre deux parcs naturels européens permet de gérer en commun l'espace protégé et de mener des projets intégrés ; par exemple : la requalification du Col de Larche-Maddalena, la mise en œuvre conjointe de la charte européenne sur le tourisme durable, etc.

Plus d'infos sur le territoire sur le site de la MOT.

ÉVÈNEMENTS

L'assemblée générale et la conférence-débat annuelle de la MOT se tiendront les 18 et 19 juin 2014 à Paris, sur le thème "Réseaux transfrontaliers : mutualiser les services et expérimenter l'Europe sur chaque frontière". Plus d'infos prochainement.

Les 14èmes rencontres internationales du BRIT* sont organisées du 4 au 7 novembre 2014 à la frontière franco-belge (Arras, Lille et Mons) sur le thème : "La frontière, source d'innovation". Un appel à communications est ouvert jusqu'au 15 mars 2014.

Un thème fédérateur : Loin d'être des objets géographiques figés, les frontières sont marquées par un jeu dynamique d'acteurs qui intègrent les changements affectant le monde tout en participant à ses transformations. Si les années 1990 ont été imprégnées par une idéologie d'un 'monde sans frontières', les événements du 11 septembre, entre autres, marquent le début d'une ère caractérisée par un regain d'attention aux questions de sécurité et de contrôle territorial. Cette forme de "retour des frontières" nous interroge tout particulièrement en 2014, année de commémoration du centenaire du début de la Première Guerre mondiale."

Une participation active de la MOT : il est proposé au réseau de la MOT de participer plus particulièrement à quatre ateliers portant sur les services publics, la représentation de la frontière, l'innovation et l'emploi-formation-éducation en transfrontalier.

Merci de contacter l'équipe de la MOT au sujet de ces ateliers, ainsi que pour nous signaler vos projets transfrontaliers concernant le centenaire de 1914.

**"Border Regions In Transition", réseau international rassemblant des chercheurs et des praticiens. Plus d'infos*

Deux questions au Groupement transfrontalier européen sur le travail transfrontalier franco-suisse

Michel Charrat, président du Groupement transfrontalier européen, association de défense des travailleurs frontaliers sur la frontière franco-suisse, répond à nos questions.



Quels sont les impacts du travail transfrontalier pour le territoire du Grand Genève ?

Aujourd'hui un ménage sur trois dans le Grand Genève est concerné par le travail transfrontalier, soit plus de 110 000 personnes, ressortissants de l'Union européenne ou Suisses, qui ont choisi comme lieu de domicile la France et qui participent à l'essor économique genevois. Rappelons que la masse salariale de ces derniers avoisine les 8 milliards de francs suisses par an et que la contribution fiscale qui en découle est de l'ordre de 268 millions de francs suisses rétrocedés aux deux départements de l'Ain et de la Haute-Savoie. Il est évident que nos territoires bénéficient de l'activité des transfrontaliers que ce soit l'artisanat, le commerce ou les services. Des milliers d'emplois sont donc induits directement par l'emploi transfrontalier.

Quelle est la situation actuelle du travailleur frontalier franco-suisse ?

Concernant le dossier de l'assurance maladie, le

Groupement transfrontalier européen est déterminé à obtenir du Gouvernement français un régime spécifique adapté à la mobilité du travailleur transfrontalier en Suisse. Nous sommes aussi attachés à ce que cette nouvelle situation de prise en charge des transfrontaliers sur le sol français ne provoque pas une grave crise d'accès aux soins pour l'ensemble de la population résidente sur le territoire. Nous demandons donc la ratification d'un accord sanitaire entre nos deux pays qui permette la mise en place d'une véritable carte de soins transfrontaliers.

A partir du 1er janvier 2014, les barèmes de l'impôt à la source seront harmonisés sur l'ensemble de la Suisse. Les frontaliers imposés à la source en Suisse sont particulièrement concernés par les barèmes C et H. Le GTE, membre de la Commission consultative de l'impôt à la source à Genève, a pu travailler en collaboration avec l'administration fiscale genevoise sur cette problématique afin de trouver une solution équitable. Notre grand souci aujourd'hui est de constater que les autres

cantons n'admettent pas la prise en compte du salaire réel du conjoint ce qui conduira à une surimposition des ménages transfrontaliers. C'est pourquoi nous sommes intervenus auprès du ministère des Finances en France pour qu'il interpelle son homologue helvétique sur ce dossier.

Les électeurs genevois ont élu au Conseil d'Etat un représentant du MCG, mouvement qui s'affiche clairement comme anti-frontaliers. Si nous respectons la démocratie de nos voisins, nous resterons attentifs à ce que cela n'ait pas d'effets négatifs sur la politique transfrontalière régionale et la construction politique et sociale du Grand Genève.

[Plus d'infos sur le site du GTE.](#)



Suite de l'article en page 1.

[...] Enfin, elle propose des pistes de refonte de la gouvernance de la structure transfrontalière, la Conférence TransJurassienne, avec une plus forte implication des différents niveaux de collectivités.

Ces orientations stratégiques doivent conduire à la mise en place de projets concrets : l'étude propose ainsi une dizaine de projets opérationnels comme première déclinaison de la

stratégie transfrontalière.

Cet aboutissement est le résultat d'un long processus, au cours duquel la MOT a rencontré plus d'une centaine d'acteurs des deux côtés de la frontière, mené quatre ateliers territoriaux transfrontaliers et produit un état des lieux global de la coopération transfrontalière. Ce diagnostic territorial partagé a porté sur une dimension quantitative (territoire, actions de

coopération transfrontalière), mais également qualitative (thématiques de coopération à l'œuvre, atouts, opportunités, faiblesses et menaces pour le territoire analysé, jeu des acteurs...). Enfin, la mission a porté sur des points de diagnostic spécifiques tels que le positionnement des services de l'Etat français ou l'organisation interne de la coopération et les enjeux propres à la Suisse.

Amérique latine, Caraïbe

Les Rencontres "Amérique latine, Caraïbe, Europe de la coopération transfrontalière", organisées par la Commission européenne et l'Université des Antilles et de la Guyane, avec le partenariat TEIN-MOT-ARFE, se sont tenues du 27 au 29 novembre 2013 en Martinique. Cette rencontre transdisciplinaire a permis de riches échanges de bonnes pratiques entre acteurs de territoires très divers. [Plus d'infos.](#)

ACTUALITÉS MOT

Rencontre avec les députés frontaliers

Le 4 décembre, le président Michel Delebarre* et l'équipe de la MOT ont été auditionnés, à l'Assemblée nationale, par Philip Cordery, président du groupe parlementaire d'études sur la coopération transfrontalière, et de nombreux députés frontaliers français. L'objectif était de faire le point sur la coopération transfrontalière dans les projets de lois de décentralisation, les enjeux actuels des territoires transfrontaliers et les perspectives européennes de la coopération. Cet échange ouvre la voie à un renforcement des liens entre la MOT et les parlementaires pour une meilleure prise en compte des territoires transfrontaliers au niveau national.

* Ancien ministre d'Etat, sénateur, maire de Dunkerque, président de la Plateforme de suivi Europe 2020 du Comité des Régions.

Adoption du cadre financier pluriannuel et du paquet législatif de la politique de cohésion

Le 19 novembre 2013, le Parlement européen a voté le cadre financier pluriannuel 2014-2020 de l'UE, ce qui ouvre la voie à l'approbation définitive du Conseil. Le montant alloué à la coopération territoriale européenne s'élève à 8 948,26 millions d'euros (prix 2011). Le lendemain, les règlements relatifs à la mise en œuvre de la politique de cohésion pour 2014-2020 ont été adoptés par le

Parlement européen, dont le règlement FEDER, le nouveau règlement coopération territoriale européenne et le règlement sur le GECT (voir ci-contre). [Plus d'infos](#)



ACTUALITÉS EUROPE

Les détroits, des territoires à enjeux pour l'Europe

Sous l'impulsion du Département du Pas-de-Calais et du Kent County Council (Royaume-Uni), qui se trouvent de part et d'autre du détroit du Pas de Calais, l'un des plus fréquentés au monde, l'Initiative des Détroits d'Europe regroupe, depuis 2009, un réseau de 15 collectivités locales bordant 8 détroits européens de la mer Baltique à la mer Méditerranée.



Les détroits méritent une attention particulière car les activités maritimes et côtières s'y trouvent de manière concentrée : transport maritime, pêche, activités portuaires, tourisme, protection de l'environnement, etc. avec une fonction non négligeable de lien terre-mer. Ces territoires, qui concentrent opportunités et menaces, constituent de véritables laboratoires de mise en œuvre de la politique maritime intégrée (PMI) européenne.

Par ailleurs, alors que les détroits évoquent souvent un niveau supra-étatique (Convention des Nations unies sur le droit de la mer, Organisation maritime internationale), ces espaces ont aussi ceci de spécifique qu'ils sont bordés par des collectivités locales appartenant à deux États, et engagées dans une coopération maritime transfrontalière active. Outre la PMI, c'est la politique de cohésion territoriale qui est visée par cette initiative qui œuvre à une

meilleure reconnaissance des détroits dans les politiques européennes.

Le projet Interreg IV C NOSTRA (Network Of STRAits), premier grand projet issu de l'Initiative des Détroits d'Europe lancé en 2012, promeut une gouvernance transfrontalière et durable des détroits à l'échelle de toute l'Europe. Le nouveau site de la MOT intègre les enjeux transfrontaliers des détroits : voir la rubrique "[Coopération maritime](#)".

Plusieurs exemples de gouvernance transfrontalière des détroits existent parfois depuis les années 1970 (Conseil du Kvarken dans le détroit éponyme) ou plus récemment l'Euregio Helsinki-Tallin en 1999 dans le Golfe de Finlande ou encore le Groupement européen de coopération territoriale dans le détroit de Bonifacio fin 2012 (Parc marin international des Bouches de Bonifacio). Ce dernier exemple est

particulièrement intéressant puisqu'il permet de réunir les différents acteurs concernés, dont les collectivités territoriales et l'État, à l'échelle du détroit, ce qui est essentiel en matière de "mer" et de "littoral".



Les détroits partenaires du projet NOSTRA.



EUROPEAN STRAITS INITIATIVE

Plus d'infos :
www.europeanstraits.eu
www.nostraproject.eu

Avancées du nouveau règlement GECT

Le Parlement européen a voté le 20 novembre 2013 une résolution sur le nouveau règlement relatif au GECT. Ce texte permettra de clarifier, simplifier et d'améliorer la constitution et le fonctionnement des GECT.

Les principales avancées sont :

- la possibilité de créer un GECT par des membres issus d'un seul Etat de l'UE et un ou plusieurs pays tiers ;
- l'élargissement de la liste de membres potentiels aux entreprises

d'exploitation de services d'intérêt économique général ;

- l'encadrement du délai d'approbation à 6 mois ;
- la facilitation de l'accès à de nouveaux membres ;
- la souplesse du droit national applicable : le droit de l'Etat où est situé le siège du GECT, le droit de l'Etat où opèrent les organes du GECT, et le droit national applicable à ses activités.

[Plus d'infos](#)

REVUE DE PRESSE

▲ Breda Pecan : "Les frontières nationales sont de plus en plus perçues comme des viviers de ressources inexploitées, plutôt que comme des obstacles à la coopération"

Conseil de l'Europe, 3 déc.

"On observe depuis quelques années une évolution majeure et positive de la coopération transfrontalière en Europe : autrefois axée sur des échanges informels, elle privilégie aujourd'hui des projets pratiques qui tiennent davantage de "plates-formes de coopération", a déclaré Breda Pecan (Slovénie, R/SOC), rapporteure du Congrès sur la coopération transfrontalière, lors de la conférence "Frontières et gouvernance" tenue le 3 décembre 2013 à Strasbourg. Elle a rappelé que le rapport sur les "Perspectives pour une coopération transfrontalière efficace en Europe", adopté en octobre lors de la 25e Session du Congrès, propose un Plan d'action du Congrès pour "ouvrir la voie à une coopération internationale plus efficace". [Plus d'infos](#)

▲ Carte de frontalière Oïapoque-Saint-Georges : un « premier pas »

France-Guyane, 4 décembre

"Un décret du ministère de l'Intérieur daté du 29 novembre entérine la création d'une carte de frontalière destinée à faciliter le passage en Guyane des habitants du bourg d'Oïapoque. Pour une durée maximum de 72 heures."

▲ Un premier service franco-allemand de recherche d'emploi en Lorraine

Localtis, 19 novembre

"Un service franco-allemand de recherche d'emploi a été inauguré le 15 novembre 2013 à Sarreguemines en Moselle. L'objectif est de permettre aux demandeurs d'emploi français d'accéder plus facilement au marché du travail allemand, où les taux de chômage sont bien moins élevés."

▲ A Strasbourg, le quartier du Port du Rhin bénéficie d'un vaste lifting

Le Monde, 24 novembre

"Après plusieurs années de chantier, le quartier du Port du Rhin, à Strasbourg, commence à s'animer. Une vague de nouveaux habitants s'installera dans les immeubles neufs situés au bord du fleuve."

▲ Vers une maison de la mobilité au service de tous

Le Dauphiné libéré, 5 déc.

"Un lieu unique d'information et de promotion des réseaux de transports pour le Grand Genève – [...] Réflexion engagée pour la création d'une maison de la mobilité sur le territoire du Grand Genève."

▲ Imposition des frontaliers dans le canton de Vaud : Pierre Moscovici écrit à son homologue suisse

macommune.info, 3 décembre

"Le groupement transfrontalier européen s'est ému auprès du ministre de l'économie de l'imposition par le canton de Vaud des frontaliers qui résident à plus d'une heure et demie de leur lieu de travail. Pierre Moscovici a donc écrit une lettre à son homologue helvète, Mme Eveline Widmer-Schlumpf."

▲ Le Forum d'agglomération, instance de rencontre entre élus et société civile

Le Dauphiné libéré, 1 décembre

"Alors que la gouvernance du Grand Genève se met seulement en place, il n'est pas si facile pour la société civile de se faire entendre, même si un petit rôle lui est dévolu dans les institutions, via le Forum d'agglomération. Entré en fonction le 25 septembre dernier, il réunit environ 80 membres d'associations ou d'organismes actifs des deux côtés..."

▲ Col du Pourtalet : le déneigement est lancé

L'Eclair des Pyrénées, 27 novembre

"Le déneigement franco-espagnol est lancé sur les pentes aragonaises et béarnaises du col du Pourtalet. Hier à Sabiñanigo, élus béarnais et aragonais ont discuté de l'organisation à mettre en place."

Nouvelle brochure d'INTERACT : "European cooperation in action ! How cooperation across borders has changed people's lives"

Au sommaire :

- Introduction
- Creative Industries
- Employment of people aged 45+ and business development
- Waste management
- Water pollution and maritime safety
- Health
- People with sensory loss
- Energy Efficiency
- Sustainable urban development
- Education and social Inclusion
- The Alpine Space Story

Pour télécharger la brochure : [cliquez ici](#).



L'ACTUALITÉ TRANSFRONTALIÈRE

Mission Opérationnelle Transfrontalière
38, rue des Bourdonnais
75001 Paris France
Tel : +33 (0)1 55 80 56 80
www.espaces-transfrontaliers.eu

Directeur de publication : Jean Peyrony
Réalisation : Domitille Ayrat

Photos : tous droits réservés – Page 3 :
Union européenne, 2013.

Pour vous abonner :
www.espaces-transfrontaliers.eu

